



Syrie : La prochaine guerre « humanitaire » de l'OTAN?

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 17 février 2012

17 février 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)

Introduction

Afin de faciliter l'action de forces libératrices, [...] un effort particulier devrait viser l'élimination de certains individus clés [...] dans les débuts du soulèvement et de l'intervention [...]

Une fois qu'une décision politique a été prise de semer l'agitation en Syrie, la CIA et le SIS (MI6) tenteront d'organiser en sol syrien des incidents mineurs, du sabotage et des coups de main (sic), en travaillant en collaboration avec des individus [...] Les incidents ne devraient pas se concentrer à Damas [...]

De plus : « un important degré de peur [...] des incidents et des affrontements frontaliers (mis en scène) [...] fourniraient un prétexte à une intervention [...] La CIA et le SIS [MI6] devraient utiliser leurs aptitudes sur le plan psychologique et sur le terrain pour augmenter la tension. » (Document conjoint divulgué des services de renseignement des États-Unis et du Royaume-Uni, Londres et Washington, 1957)

Les mensonges médiatiques et la propagande gouvernementale présentent les événements en Syrie comme un « mouvement de protestation pacifique ».

Les « manifestations » ne sont pas issues de clivages politiques internes tels que décrits par les médias dominants. Depuis le tout début ils sont le résultat d'une opération clandestine du renseignement des États-Unis et de l'OTAN visant à déclencher le chaos social, dans le but de discréditer tôt ou tard le gouvernement de Bachar Al-Assad et de déstabiliser la Syrie en tant qu'État nation.

Depuis la mi-mars 2011, des groupes islamistes armés, appuyés clandestinement par les services de renseignement étasunien et israélien, ont mené des attaques terroristes contre des édifices gouvernementaux, incluant des incendies. Des tireurs professionnels et embusqués, dont des mercenaires, ont ciblé les policiers, les forces armées, ainsi que des civils innocents. Ces faits sont amplement documentés. Tel que souligné dans le rapport de la mission d'observation de la Ligue arabe, il existe des preuves abondantes démontrant que ces groupes armés ont tué des civils.

Alors que l'armée et le gouvernement syriens ont une lourde responsabilité, il convient de souligner le fait que ces actes terroristes, incluant le meurtre délibéré d'hommes, de femmes et d'enfants, font partie d'une initiative des États-Unis de l'OTAN et d'Israël

consistant à appuyer, entraîner et financer une « entité armée » opérant en Syrie.

Selon des reportages, les preuves confirment que des agents du renseignement étrangers ont intégré les rangs des rebelles.

Au moment où l'agitation et les meurtres s'intensifient dans l'État arabe en effervescence, **des agents du MI6 et de la CIA sont déjà en Syrie pour évaluer la situation**, a révélé un représentant de la sécurité. **Des forces spéciales discutent par ailleurs avec des soldats syriens dissidents.** Ils veulent savoir de quelles armes et de quels équipements de communication les forces rebelles auront besoin si le gouvernement décide de les aider.

« Le MI6 et la CIA sont en Syrie pour s'infiltrer et obtenir la vérité », a déclaré une source bien placée. « Nous avons le SAS et le SBS tout près qui désirent savoir ce qui se passe et vérifient de **quel équipement les soldats ont besoin.** » ([Syria will be bloodiest yet](#), Daily Star). (C'est l'auteur qui souligne)

L'Armée syrienne libre (ASL) est une création des États-Unis et de l'OTAN. Le but de cette insurrection armée est de déclencher une réaction de la police et des forces armées, incluant l'emploi de chars d'assaut et de véhicules blindés afin de justifier tôt ou tard une intervention militaire, en vertu du mandat de « responsabilité de protéger » de l'OTAN.

Une intervention menée par l'OTAN est à l'étude. Elle a été ébauchée avant le début du mouvement de protestation en mars 2011. Selon des sources de l'armée et du renseignement, l'OTAN, la Turquie et l'Arabie Saoudite discutent de « la forme que prendrait cette intervention ».

Des agents des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Turquie fournissent des armes aux rebelles. Le ministère de la Défense britannique confirme pour sa part qu'il « élabore des plans secrets pour une zone d'exclusion aérienne sous l'égide de l'OTAN [en coordination avec ses alliés], mais qu'il doit d'abord obtenir l'appui du Conseil de sécurité des Nations Unies. ([Syria will be bloodiest yet](#), Daily Star). Selon ces plans confidentiels, « le combat en Syrie pourrait être plus important et plus sanglant que celui contre Kadhafi ». (*Ibid.*)

On envisage une intervention militaire « humanitaire » calquée sur celle de la Libye. Les Forces spéciales de l'OTAN britanniques, françaises, qataries, et turques sont déjà sur le terrain en Syrie, en violation flagrante du droit international. Des reportages de sources militaires britanniques confirment :

« **Des forces spéciales britanniques ont rencontré des membres de l'Armée syrienne libre (ASL)** [...] Le but apparent de ce contact initial était d'évaluer la puissance des rebelles et d'ouvrir la voie à toute opération future de formation [...] Des reportages plus récents ont révélé que **les forces spéciales britanniques et françaises entraînent activement les membres de l'ASL sur une base en Turquie.** D'autres reportages indiquent que des formations ont lieu en Libye ainsi qu'au nord du Liban. **Des agents britanniques du MI6 et du personnel de l'UKSF (SAS/SBS) entraîneraient des rebelles pour la guérilla urbaine** et leur fourniraient des armes et de l'équipement. Des agents de la CIA et des forces spéciales étasuniens assisteraient quant à eux les rebelles en matière de communications. » ([Elite Forces UK](#), 5 janvier 2012 (C'est l'auteur qui souligne)



Le contexte sociopolitique en Syrie

Il existe certainement de bonnes raisons à l'origine des troubles sociaux et des manifestations de masse en Syrie : le chômage s'est accru ces dernières années, les conditions sociales se sont détériorées, particulièrement depuis l'adoption en 2006 de réformes économiques radicales sous la direction du FMI. Celles-ci comprennent des mesures d'austérité, un gel des salaires, la déréglementation du système financier, la privatisation et des réformes commerciales. (Voir le site du FMI — [IMF Article IV Consultation Mission's Concluding Statement](#), 2006).

Par ailleurs, il y a de sérieuses divisions au sein du gouvernement et de l'armée. Le cadre politique populiste du parti Baath s'est grandement érodé. Une des factions de l'élite dirigeante a épousé l'agenda néolibéral et l'adoption de la « médecine économique » du FMI a servi à enrichir l'élite économique. Les factions pro-étasuniennes se sont également développées dans les échelons supérieurs de l'armée et du renseignement syriens.

Mais le mouvement « pro-démocratie » intégré par les islamistes et appuyé par l'OTAN et la « communauté internationale » n'émane pas du soutien de la société civile syrienne.

La vague de manifestations violentes représente une infime fraction de l'opinion publique syrienne. Il s'agit d'actes terroristes de nature confessionnelle qui n'abordent aucunement les questions plus vastes des inégalités sociales, des droits civiques et du chômage.

La majorité de la population syrienne (incluant les opposants du gouvernement Al-Assad) n'appuient pas le « mouvement de protestation » caractérisé par une insurrection armée. En réalité, c'est plutôt le contraire.

Ironiquement, malgré sa nature autoritaire, le gouvernement du président Bachar Al-Assad jouit d'un appui populaire considérable et les grands rassemblements en faveur du gouvernement le confirment.

La Syrie constitue le seul État laïque indépendant (subsistant) dans le monde arabe. Sa base populiste, anti-impérialiste et laïque héritée du parti Baath dominant intègre les musulmans, les chrétiens et les druzes, et appuie la lutte du peuple palestinien.

L'objectif ultime de l'alliance des États-Unis et de l'OTAN est de déplacer et de détruire l'État syrien laïque et finalement de remplacer le gouvernement de Bachar Al-Assad par un territoire régi par un cheik, une république islamique pro-étasunienne ou une « démocratie » pro-étasunienne conciliante.



Manifestation progouvernemental à Damas en mars 2011

L'insurrection : le modèle libyen

Les caractéristiques de l'insurrection en Syrie sont semblables à celle de la Libye : elle est intégrée par des brigades paramilitaires affiliées à Al-Qaïda, lesquelles sont directement appuyées par l'OTAN et la Turquie.

Des reportages confirment que le haut commandement de l'OTAN et de la Turquie fournissent des armes aux rebelles et les entraînent : « Les stratèges de l'OTAN pensent davantage à délivrer des quantités importantes de roquettes antichars et antiaériennes, des mortiers et des mitrailleuses lourdes dans les centres où ont lieu les manifestations afin de repousser les forces armées gouvernementales. » ([DEBKFile](#), NATO to give rebels anti-tank weapons, 14 août 2011)

« Des sources militaires confirment par ailleurs que des rebelles syriens s'entraînent avec des officiers militaires turcs au maniement des nouvelles armes dans des installations improvisées sur des bases turques près de la frontière syrienne. » ([DEBKFile](#), *Ibid.*) Des reportages récents confirment que des forces spéciales britanniques et qataries sont sur le terrain dans la ville de Homs, qu'elles sont impliquées dans la formation des forces rebelles et organisent la réserve d'armes en collaboration avec l'armée turque.

Comme ce fut le cas en Libye, l'Arabie Saoudite achemine un soutien financier aux forces rebelles syriennes : « Ankara et Riyad fourniront aux mouvements anti-Assad d'importantes quantités d'armes et des fonds, qui seront introduits clandestinement en Syrie. Le déploiement de troupes saoudiennes et du Conseil de coopération du Golfe au sud de la Syrie est par ailleurs envisagé en coordination avec la Turquie. (*Ibid.*)

Les activités de l'OTAN ne se limitent pas à la formation des rebelles et à la livraison de systèmes d'armes. On songe au recrutement de milliers de « combattants de la liberté », rappelant l'enrôlement des moudjahidines pour faire le djihad (guerre sainte) de la CIA au paroxysme de la guerre soviéto-afghane :

Ce recrutement de moudjahidines faisait partie de la stratégie de l'OTAN en Libye, où l'on envoyait les forces mercenaires se battre sous la direction de l'« ancien » commandant du

Groupe islamique combattant en Libye (GICL) Abdel Hakim Belhadj.

Le modèle libyen de forces rebelles intégrées par les « brigades islamiques » aux côtés de l'OTAN a été appliqué à la Syrie, où sont déployés des « combattants islamistes » appuyés par le renseignement occidental et israélien. À cet égard, la brigade du GICL dirigée par Abdel Hakim a été envoyée en Syrie, où elle est impliquée dans des actes terroristes sous la supervision des forces spéciales de l'OTAN.

Le rôle central de l'ambassadeur des États-Unis Robert S. Ford

L'ambassadeur étasunien Robert S. Ford a été envoyé à Damas à la fin janvier 2011, au plus fort du mouvement de protestation en Égypte. (L'auteur était à Damas le 27 janvier 2011 lorsque l'envoyé de Washington a présenté ses lettres de créance au gouvernement Assad.)

Au début de ma visite en Syrie en janvier 2011, j'ai réfléchi à la signification de cette nomination politique et au rôle qu'elle pourrait jouer dans un processus clandestin de déstabilisation politique. Je n'ai toutefois pas anticipé que ce programme de déstabilisation serait implanté à peine deux mois après l'entrée en fonction de Robert S. Ford à titre d'ambassadeur des États-Unis en Syrie.

Le retour d'un ambassadeur des États-Unis à Damas, plus précisément le choix de Robert S. Ford à ce poste, est directement lié à naissance du mouvement de protestation contre le gouvernement de Bachar Al-Assad à la mi-mars.

Robert S. Ford était l'homme de la situation. En tant que « numéro deux » à l'ambassade étasunienne de Bagdad (2004-2005), sous la direction de John D. Negroponte, il a joué un rôle clé dans l'implantation de l'« Option Salvador en Irak ». Celle-ci consistait à appuyer des escadrons de la mort irakiens et des forces paramilitaires calquées sur l'expérience de l'Amérique centrale.

Il convient de noter que le chef de la CIA nouvellement nommé par Obama, le général David Petraeus, a influencé de manière décisive l'organisation d'un soutien clandestin aux forces rebelles et aux « combattants de la liberté », ainsi que l'infiltration des forces armées et du renseignement syriens, etc. À l'ambassade des États-Unis à Bagdad en 2004, en coordination avec John Negroponte et Robert S Ford, Petraeus a dirigé le programme de « contrinsurrection » Multi-National Security Transition Command (MNSTC) (Commandement multinational pour la transition de la sécurité en Irak).



L'ambassadeur Ford à Hama, Syrie, en juillet 2011.

Le rôle insidieux des médias occidentaux

Le rôle de l'alliance militaire des États-Unis, de l'OTAN et d'Israël dans l'éclatement de l'insurrection armée n'est pas abordé par les médias occidentaux. En outre, plusieurs « voix progressistes » ont accepté aveuglement le « consensus de l'OTAN ». Le rôle des opérations clandestines de renseignement de la CIA et du MI6 dans le soutien des groupes armés n'est tout simplement pas mentionné. Selon certains reportages, des groupes paramilitaires salafistes impliqués dans des actes terroristes sont appuyés clandestinement par le renseignement israélien (Mossad). Les Frères musulmans sont soutenus par la Turquie ainsi que le MI6, les Services secrets britanniques (SIS), depuis les années 1950.

De manière plus générale, les médias occidentaux ont induit l'opinion publique en erreur quant à la nature du mouvement arabe de contestation en n'abordant pas l'appui du département d'État des États-Unis et des fondations étasuniennes (dont le National Endowment for Democracy (NED)) à des groupes d'oppositions pro-étasuniens.

Fait connu et documenté, le département d'État des États-Unis « finance des opposants du président Bachar al-Assad depuis 2006 ». ([U.S. admits funding Syrian opposition - World - CBC News](#) 18 avril 2011.)

Les médias ont maintenu que le mouvement de contestation en Syrie faisait partie intégrante du « printemps arabe » et l'ont présenté à l'opinion publique comme un mouvement de contestation pro-démocratie s'étant propagé spontanément de l'Égypte et du Maghreb au Machreq. Il y a tout lieu de croire cependant que les événements en Syrie ont été planifiés longtemps à l'avance en coordination avec le processus de changement de régime dans d'autres pays arabes, incluant l'Égypte et la Tunisie.

L'éclatement du mouvement de protestation au sud de la ville frontalière de Daraa a été

soigneusement prévu pour suivre les événements en Tunisie et en Égypte.

Les médias ont décrit en chœur les événements en Syrie comme un « mouvement de protestation pacifique » contre le gouvernement de Bachar al-Assad, alors que les preuves confirment amplement que des groupes islamistes armés sont impliqués dans des actes terroristes. Ces mêmes groupes islamistes ont infiltré les manifestations.

Les déformations médiatiques abondent. D'importantes manifestations progouvernementales sont simplement présentées comme « preuves » (des photographies entre autres) de l'existence d'un mouvement de contestation antigouvernemental. Les reportages sur les pertes sont basés sur des témoignages non confirmés de « témoins oculaires » ou des sources de l'opposition syrienne en exil. L'Observatoire syrien des droits de l'homme, situé à Londres est cité à profusion par les médias occidentaux comme une « source fiable », avec les mises en garde habituelles. Les médias israéliens, tout en évitant la question d'une insurrection armée, reconnaissent tacitement que les forces syriennes sont confrontées à un groupe paramilitaire professionnel organisé.

L'absence de données vérifiables n'a pas empêché les médias occidentaux d'avancer des « chiffres officiels » quant au nombre des victimes. Quelles sont les sources de ces données? Qui est responsable de ces pertes?

Carrefour dangereux : Vers une guerre élargie du Moyen-Orient et de l'Asie centrale

L'escalade fait partie intégrante du programme militaire. La déstabilisation d'États souverains par des « changements de régime » est étroitement coordonnée avec la planification militaire. Il existe une feuille de route militaire caractérisée par une succession de théâtres de guerre des États-Unis et de l'OTAN.

Les préparatifs de guerre pour attaquer la Syrie et l'Iran sont à un « stade de préparation avancé » depuis plusieurs années.

Les planificateurs des États-Unis, de l'OTAN et d'Israël ont tracé les grandes lignes d'une campagne militaire « humanitaire », dans laquelle la Turquie (la deuxième plus grande force militaire au sein de l'OTAN) jouerait un rôle central.

Nous sommes à un carrefour dangereux. Si une opération militaire des États-Unis et de l'OTAN était lancée contre la Syrie, le vaste territoire qui s'étend du nord de l'Afrique aux frontières de l'Afghanistan et du Pakistan bordant la Chine, soit la région Moyen-Orient et de l'Asie centrale, serait engouffré dans le bouleversement d'une guerre régionale élargie.

Il y a actuellement quatre théâtres de guerre distincts : l'Afghanistan et le Pakistan, l'Irak, la Palestine et la Libye.

Une attaque contre la Syrie mènerait à l'intégration de ces théâtres de guerres indépendants et conduirait tôt ou tard à une guerre élargie au Moyen-Orient et à l'Asie centrale.

Le chemin qui mène à Téhéran passe par Damas. Une guerre sous l'égide des États-Unis et de l'OTAN contre l'Iran impliquerait comme première étape une campagne de déstabilisation (« changement de régime ») comportant des opérations clandestines de renseignement en appui à des forces rebelles contre le gouvernement syrien.

Une guerre contre la Syrie pourrait évoluer en campagne militaire des États-Unis et de l'OTAN contre l'Iran, dans laquelle la Turquie et Israël seraient directement impliqués. Elle contribuerait également à la déstabilisation en cours du Liban.

Il est crucial de faire passer le message et de briser les réseaux de la désinformation médiatique.

Une vision critique et impartiale des événements actuels en Syrie est d'une importance cruciale afin d'inverser le cours de l'escalade militaire vers une guerre régionale élargie.

Michel Chossudovsky, Montréal, le 11 février 2012

Article original en anglais publié le 11 février : [SYRIA: NATO's Next « Humanitarian » War?](#)

Traduction Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#)

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre](#) et de la [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en plus de 20 langues).



[Guerre et mondialisation](#)



[Mondialisation de la pauvreté.](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Mondialisation.ca, 2012

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including *The Globalization of Poverty and The New World Order* (2003), *America's "War on Terrorism"* (2005), *The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century* (2009) (Editor), *Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War* (2011), *The Globalization of War, America's Long War against Humanity* (2015). He is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at crgeditor@yahoo.com

Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca